

Remarques générales sur la question de l'organisation

(*Living Marxism*, novembre 1938, rédigé en anglais sous le pseudonyme de J. Harper)

1

L'organisation, tel est le principe fondamental du combat de la classe ouvrière pour son émancipation. Il suit de là, du point de vue du mouvement pratique, que le problème le plus important est celui des formes de cette organisation. Celles-ci, bien entendu, sont déterminés tant par les conditions sociales que par les buts de la lutte. Loin de résulter de caprices de la théorie, elles ne peuvent être créées que par la classe ouvrière agissant spontanément en fonction de ses besoins immédiats.

Les ouvriers se sont mis à constituer des syndicats à l'époque où le capitalisme amorçait son expansion. L'ouvrier isolé se voyait alors réduit à l'impuissance ; c'est pourquoi il devait s'unir à ses camarades afin de lutter et de pouvoir discuter, avec le capitaliste, de la production capitaliste, la durée de sa journée et le prix de sa force de travail. Au sein de la production capitaliste, patrons et ouvriers ont des intérêts antagonistes ; leur lutte de classes a pour objet la répartition du produit social global. En temps ordinaire, les ouvriers reçoivent la valeur de leur force de travail, c'est-à-dire la somme nécessaire à entretenir en permanence leur capacité de travail. Le reliquat de la production forme la plus-value, la part allant à la classe capitaliste. Pour accroître leurs profits, les capitalistes tentent d'abaisser les salaires et d'augmenter la longueur de la journée de travail. Et donc, à l'époque où les ouvriers étaient incapables de se défendre, les salaires descendaient au-dessous du minimum vital, les journées s'allongeaient, et la santé physique et mentale des travailleurs se détériorait au point de mettre en danger l'avenir de la société. La formation des syndicats et la création de lois fixant les conditions de travail – ces réalisations, fruit d'une âpre lutte des ouvriers pour les conditions mêmes de leur existence – étaient indispensables au rétablissement de conditions de travail normales, au sein du système capitaliste. La classe exploiteuse elle-même finit par admettre que les syndicats sont nécessaires à canaliser les révoltes ouvrières afin de prévenir tout risque d'explosions soudaines et brutales.

On assista aussi au développement d'organisations politiques, de formes souvent différentes, il est vrai, les conditions politiques variant d'un pays à l'autre. En Amérique, où toute une population de cultivateurs, d'artisans et de commerçants, ignorant la sujétion féodale, pouvait s'épanouir librement, en exploitant les ressources naturelles d'un continent aux possibilités infinies, les ouvriers n'avaient nullement le sentiment de former une classe à part. Comme tout le monde, ils étaient imbus de l'esprit petit-bourgeois de la lutte individuelle et collective pour le bien-être personnel, et pouvaient espérer voir ces aspirations satisfaites, au moins dans une certaine mesure. Sauf en de rares moments, ou bien parmi des groupes d'émigrants de fraîche date, on n'y ressentit jamais la nécessité d'un parti de classe distinct.

En Europe, par ailleurs, les ouvriers furent entraînés dans la lutte de la bourgeoisie ascendante contre l'ordre féodal. Il leur fallut bientôt créer des partis de classe et, alliés à une fraction des classes moyennes, combattre pour obtenir les droits politiques, le droit syndical, la liberté de presse et de réunion, le suffrage universel, des institutions démocratiques. Pour sa propagande, un parti politique a besoin de principes généraux ; pour rivaliser avec les autres, il lui faut une théorie comportant des idées arrêtées au sujet de l'avenir. La classe ouvrière, dans laquelle les idéaux communistes avaient déjà germés, découvrit sa théorie dans l'œuvre de Marx et d'Engels, exposant la manière dont l'évolution sociale ferait passer le monde du capitalisme au socialisme, au moyen de la lutte de classe. Cette théorie figura aux programmes de la plupart des partis social-démocrates d'Europe ; en Angleterre, le parti travailliste, créé par les syndicats, professait des vues analogues, quoique plus vagues : une espèce de communauté socialiste, tel était à ses yeux le but de la lutte de classe.

Les programmes et la propagande de tous ces partis présentaient la révolution prolétarienne comme le résultat final de la lutte de classe ; la victoire des ouvriers sur leurs oppresseurs signifierait également la création d'un système de production communiste ou socialiste. Toutefois, tant que le capitalisme durerait, la lutte pratique ne devrait pas sortir du cadre des nécessités immédiates et de la défense du niveau de vie. Dans un régime démocratique, le Parlement sert de champ clos où s'affrontent les intérêts des diverses classes sociales ; capitalistes gros et petits, propriétaires fonciers, paysans, artisans, commerçants, industriels, ouvriers, tous ont des intérêts spécifiques, que leurs députés défendent au Parlement, tous participent à la lutte pour le pouvoir et pour leur part du produit social. Les ouvriers doivent donc prendre position, et la mission des partis socialistes consiste à lutter au plan politique de façon que leurs intérêts immédiats soient satisfaits. Ces partis obtiennent ainsi les suffrages des ouvriers et voient grandir leur influence.

2

Le développement du capitalisme a changé tout cela. Aux petits ateliers d'autrefois ont succédé des usines et des entreprises géantes, employant des milliers et des dizaines de milliers de personnes. La croissance du capitalisme et de la classe ouvrière a entraîné celle de leurs organisations respectives. Groupes locaux à l'origine, les syndicats se sont métamorphosés en grandes confédérations nationales, aux centaines de milliers de membres. Ils doivent collecter des sommes considérables pour soutenir des grèves gigantesques et des sommes plus énormes encore pour alimenter les fonds d'aide mutuelle. Toute une bureaucratie dirigeante – un état-major pléthorique d'administrateurs, de présidents, de secrétaires généraux, de directeurs de journaux – s'est développée. Chargés de marchander et de traiter avec les patrons, ces hommes sont devenus des spécialistes habitués à louvoyer et à faire la part des choses. En définitive, ils décident de tout, de l'emploi des fonds comme du contenu de la presse ; face à ces nouveaux maîtres, les syndiqués de la base ont perdu à peu près toute autorité. Cette métamorphose des organisations ouvrières en instruments de pouvoir sur leurs membres n'est pas sans exemple dans l'histoire, loin de là ; quand les organisations grandissent à l'excès, les masses ne peuvent plus y faire entendre leur voix.

Le même phénomène s'est produit au sein des organisations politiques : petits groupes de propagandistes à l'origine, elles se sont transformés en grands partis. Leurs maîtres véritables ne sont autres que leurs élus au Parlement. C'est en effet à eux qu'il incombe de poursuivre la lutte réelle au sein des organes représentatifs, dans lesquels ils font carrière. Ce sont eux qui rédigent les éditoriaux, orientent la propagande, dirigent les petits cadres ; ils exercent une influence prépondérante sur la politique du parti, fixent en fait sa ligne. Certes, les simples militants ont le droit de vote, ils mettent la main à la propagande, paient des cotisations et envoient des délégués siéger en leur nom aux congrès du parti, mais il s'agit en l'occurrence de pouvoirs formels, illusoire. Par son caractère, l'organisation ressemble à tous les autres partis, c'est-à-dire des groupes de politiciens de carrière qui cherchent à récolter des suffrages au moyen de slogans et à exercer eux-mêmes le pouvoir. Quand un parti socialiste dispose d'un grand nombre de députés, il s'allie avec d'autres partis, contre les formations réactionnaires, pour former une majorité parlementaire. Dès lors, il y a non seulement une foule de socialistes maires et conseillers municipaux, mais encore certains d'entre eux deviennent ministres ou accèdent aux plus hautes charges de l'Etat. Une fois installés à ces postes, ils ne sauraient bien entendu agir en qualité de représentants de la seule classe ouvrière, gouverner pour les travailleurs contre les capitalistes. Le pouvoir politique véritable et même la majorité parlementaire restent aux mains de la classe exploiteuse. Les ministres socialistes doivent s'incliner devant les intérêts de la société globale, c'est-à-dire ceux du Capital. Sans doute, on les voit proposer des mesures de nature à satisfaire les revendications immédiates des ouvriers et insister auprès des autres partis pour les faire adopter. Ils deviennent des intermédiaires – des entremetteurs – et, lorsque après de longs marchandages ils ont réussi à obtenir de petites réformes, ils s'adressent aux ouvriers pour les persuader qu'il s'agit là de réformes de premier ordre. Servant d'instrument à ces leaders, le Parti socialiste a dès lors pour tâche de défendre les réformes en question et d'amener les travailleurs à y souscrire ; au lieu de les appeler à combattre pour leurs intérêts, il fait tout pour les endormir et les détourner de la lutte de classe.

En ce qui concerne les ouvriers, les conditions de lutte se sont détériorées. La puissance de la classe capitaliste s'est accrue énormément, du même pas que ses richesses. Autrement dit, la concentration du capital dans les mains de quelques capitaines de la finance et de l'industrie, la coalition des patrons eux-mêmes, place les syndicats devant un pouvoir désormais beaucoup plus fort et souvent presque inexpugnable. En outre, la concurrence féroce, à laquelle les capitalistes de tous les pays se livrent pour conquérir les marchés, les sources de matières premières et le pouvoir mondial, exige que des parts croissantes de la plus-value aillent à la fabrication d'armements et à la guerre ; la baisse du taux de profit oblige dès lors les capitalistes à augmenter le taux d'exploitation, c'est-à-dire à diminuer les salaires réels. Ainsi donc, les syndicats se heurtent à une résistance accrue, les anciennes méthodes deviennent de moins en moins utilisables. Lorsqu'ils négocient avec les patrons, les dirigeants syndicaux ne sont plus en mesure de leur arracher grand-chose. N'ignorant pas la puissance des capitalistes, et peu désireux quant à eux de combattre – parce que des luttes de ce genre risquent de ruiner financièrement les organisations et de compromettre leur existence même –, ils sont forcés d'accepter les propositions patronales. Aussi leur activité principale consiste-t-elle à calmer le mécontentement des ouvriers et à présenter les offres des employeurs sous un jour des plus favorables. Sur ce plan également, les leaders servent de courtiers entre les classes antagoniques. Et si les travailleurs rejettent ces offres et se mettent en grève, les chefs doivent ou bien s'opposer à eux, ou bien tolérer une lutte pour la frime, et cela dans l'intention de la faire cesser au plus tôt.

Toutefois, il est impossible de stopper la lutte ou de la restreindre à un minimum ; en effet, les antagonismes de classes et la capacité du capitalisme de réduire le niveau de vie ouvrier s'accroissent constamment, tant et si bien que la lutte des classes doit suivre son cours : les travailleurs sont contraints de se battre. De temps à autre, d'une manière spontanée, ils brisent leurs chaînes, sans se préoccuper des syndicats, et souvent même au mépris d'engagements contractés en leur nom. Parfois, les leaders syndicaux parviennent à reprendre la direction du mouvement. En ce cas, on assiste à une extinction graduelle de la lutte, à la suite d'un pacte quelconque signé par les capitalistes et les chefs ouvriers. Ce qui ne veut nullement dire qu'une grève sauvage prolongée aurait des chances de l'emporter. Elle est par trop restreinte aux groupes qu'elle concerne directement, pour cela. C'est de façon très indirecte que la crainte de voir de telles explosions se répéter oblige les patrons à se montrer prudents. Mais ces grèves prouvent cependant que la grande bataille entre le Capital et le Travail ne peut pas cesser et que, si les formes d'action anciennes se révèlent impraticables, les travailleurs s'engagent à fond et en créent spontanément de nouvelles. Leur révolte contre le Capital devient également une révolte contre les formes d'organisation traditionnelles.

3

Le but et la mission de la classe ouvrière, c'est d'abolir le système capitaliste. Une fois arrivé à son degré de développement suprême, le capitalisme connaît des crises économiques de plus en plus aiguës, tandis que l'impérialisme exige des dépenses militaires inouïes et engendre des guerres mondiales ; les travailleurs sont acculés à la misère et à l'extermination. Le combat de classe prolétarien, la résistance et la révolte contre cette situation, devra se poursuivre jusqu'à l'anéantissement du pouvoir capitaliste.

En système capitaliste, les possesseurs des moyens de production accaparent le produit social, empochent la plus-value et exploitent la classe ouvrière. L'exploitation ne cesse que le jour où les travailleurs s'emparent des moyens de production. C'est alors seulement qu'ils peuvent gérer eux-mêmes leurs vies. Dès ce moment, en effet, la production de tous les articles nécessaires à l'existence devient la tâche de la communauté des ouvriers, la communauté du genre humain. Cette production forme un processus collectif. Chaque usine, chaque entreprise, rassemble des travailleurs associant leurs efforts d'une manière organisée. Mais, en outre, la production mondiale dans son ensemble représente elle aussi un processus collectif : toutes les usines distinctes doivent donc à leur tour s'associer. Par conséquent, lorsque la classe ouvrière prend possession des moyens de production, il lui faut en même temps organiser la production.

Nombreux sont ceux qui persistent à concevoir la révolution prolétarienne sous l'aspect des révolutions bourgeoises d'autrefois, c'est-à-dire comme une série de phases s'engendrant les unes les autres : d'abord la conquête du pouvoir

politique et la mise en place d'un nouveau gouvernement ; puis, l'expropriation par décret de la classe capitaliste ; enfin, une réorganisation du processus de production. Mais, dans ce cas, on ne peut pas aboutir à autre chose qu'à un genre de capitalisme d'Etat. Pour que le prolétariat puisse devenir réellement le maître de son destin, il lui faut créer simultanément et sa propre organisation et les formes de l'ordre économique nouveau. Ces deux éléments ont inséparables et constituent le processus de la révolution sociale. Lorsque la classe ouvrière parvient à s'organiser en un corps capable d'actions de masse puissantes et unifiées, l'heure de la révolution a sonné, car le capitalisme ne peut régenter que des individus désorganisés. Et quand ces masses organisées se lancent dans l'action révolutionnaire, tandis que les pouvoirs existants sont paralysés et commencent à se désagréger, les fonctions de direction de l'ancien gouvernement reviennent aux organisations ouvrières. Dès lors, la tâche est de poursuivre la production, d'assurer la perpétuation de ce processus indispensable à la vie sociale. La lutte de classe révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie et ses organes étant inséparable de la mainmise des travailleurs sur l'appareil de production, et de son extension au produit social, la forme d'organisation unissant la classe dans sa lutte constitue simultanément la forme d'organisation du nouveau processus de production.

Dans ce cadre, la forme d'organisation en syndicat et en parti, originaire de la période du capitalisme ascendant, ne présente plus la moindre utilité. Elle s'est en effet métamorphosée en instrument au service de chefs qui ne peuvent ni ne veulent s'engager dans le combat révolutionnaire. La lutte n'est pas le fait des dirigeants : les leaders ouvriers abhorrent la révolution prolétarienne. Pour mener ce combat, les travailleurs ont donc besoin de formes d'organisation nouvelles dont ils conservent par devers eux les éléments de force. Il serait vain de vouloir construire ou imaginer ces formes nouvelles ; elles ne peuvent surgir en effet que de la lutte effective des ouvriers eux-mêmes. Mais il suffit de se tourner vers la pratique pour les déceler, à l'état embryonnaire, dans tous les cas où les travailleurs se révoltent contre les vieux pouvoirs.

Pendant une grève sauvage, les ouvriers décident de tout par eux-mêmes au cours d'assemblées générales. Ils élisent des comités de grève, dont les membres sont remplaçables à tout instant. Si le mouvement se propage à un grand nombre d'entreprises, l'unité d'action se réalise au moyen de comités élargis, rassemblant les délégués de l'ensemble des usines en grève. Ces délégués ne décident pas en dehors de la base, et pour lui imposer leur volonté. Ils servent tout simplement de commissionnaires, exprimant les avis et les désirs des groupes qu'ils représentent et, vice versa, rapportent aux assemblées générales, pour discussion et décision, l'opinion et les arguments des autres groupes. Révocables à tout moment, ils ne peuvent jouer le rôle de dirigeants. Les ouvriers doivent choisir eux-mêmes leur voie, décider eux-mêmes du cours à donner à l'action : le pouvoir de décider et d'agir, avec ses risques et ses responsabilités, leur appartient en propre. Et lorsque la grève prend fin, les comités disparaissent.

Il existe un seul exemple de classe d'ouvriers d'industrie moderne agissant en force motrice d'une révolution politique : les révolutions russes de 1905 et de 1917. Alors, dans chaque usine, les ouvriers élurent leurs délégués, dont l'assemblée générale constitua le « soviét » central, le conseil où il était discuté de la situation et des mesures à prendre. C'est là que les diverses usines venaient émettre leur avis, que les divergences étaient aplanies et les décisions formulées. Mais les conseils, tout en ayant une influence directrice sur l'éducation révolutionnaire par l'action, ne constituaient en rien des organes de commandement. Parfois, tous les membres d'un conseil étaient arrêtés, et de nouveaux délégués venaient les remplacer ; parfois aussi, quand la grève générale paralysait les autorités, les conseils exerçaient tous les pouvoirs, à l'échelon local, et les délégués des professions libérales se joignaient à eux, afin de représenter leurs secteurs d'activités respectifs. Nous nous trouvons en l'occurrence devant l'organisation des travailleurs en cours d'action révolutionnaire, une organisation assurément bien imparfaite, marchant à tâtons, essayant des méthodes nouvelles. Et pour cela il faut qu'une condition soit remplie : que les ouvriers s'engagement tous ensemble et de toutes leurs forces dans l'action, en un moment où leur existence même est en jeu, qu'ils prennent une part effective aux décisions et se consacrent entièrement à la lutte.

Cette organisation de conseils disparut après la révolution. En ce temps, les centres prolétariens ne représentaient que des îlots de grande industrie, perdus dans l'océan d'une société agricole où le développement capitaliste n'était pas encore amorcé. La mission de jeter les bases du capitalisme revint au parti communiste. Il prit en main le pouvoir politique, tandis que les soviets étaient ravalés au rang d'organes sans importance, aux pouvoirs uniquement nominaux.

Les vieilles formes d'organisation, syndicats et partis politiques, et la forme nouvelle des conseils (soviets) appartiennent à des phases différentes de l'évolution sociale et ont des fonctions tout aussi différentes. Les premières avaient pour objet d'affermir la situation de la classe ouvrière à l'intérieur du système capitaliste et sont liées à sa période d'expansion. La seconde a pour but de créer un pouvoir ouvrier, d'abolir le capitalisme et la division de la société en classes ; elle est liée à la période du capitalisme en déclin. Au sein d'un système ascendant et prospère, l'organisation de conseils est impossible, les ouvriers se souciant alors uniquement d'améliorer leurs conditions d'existence, ce que permet l'action syndicale et politique. Dans un capitalisme décadent, en proie aux crises, ce dernier type d'action est vain et s'y raccrocher ne peut que freiner le développement de la lutte autonome des masses, de leur auto-activité. En des époques de tension et de révolte grandissante, quand des mouvements de grève éclatent dans des pays entiers et frappent à la base le pouvoir capitaliste, ou bien lorsque au lendemain d'une guerre ou d'une catastrophe politique, l'autorité du gouvernement s'évanouit et que les masses passent à l'action, les vieilles formes d'organisation cèdent la place aux formes nouvelles d'auto-activité des masses.

4

Les porte-parole des partis socialistes ou communistes admettent souvent qu'au cours de la révolution les organes d'action autonome des masses servent utilement à jeter bas l'ancien régime, mais ils s'empressent d'ajouter que ces organes devront laisser à la démocratie parlementaire le soin d'organiser la société nouvelle. Comparons un peu les principes fondamentaux de ces deux formes d'organisation politique de la société.

A l'origine, la démocratie était exercée dans les petites villes, ou dans les cantons, par l'assemblée générale des citoyens. Dans les villes et les pays modernes, c'est là chose impossible, en raison de l'énormité de la population. Les citoyens ne

peuvent exprimer leur volonté qu'en élisant des délégués à quelque institution centrale, censée les représenter tous. Ces députés sont libres d'agir, de décider, de voter, de gouverner comme ils l'entendent ; en leur « âme et conscience », ainsi qu'on dit parfois avec solennité.

Les délégués aux conseils, quant à eux, sont liés par leur mandat : ils ont pour unique mission de donner l'avis des groupes d'ouvriers qui les ont choisis pour les représenter. Etant donné qu'ils sont révocables à tout instant, les travailleurs, qui les ont mandatés, conservent tous les pouvoirs.

Par ailleurs, les membres du Parlement sont élus pour un nombre d'années défini ; les citoyens ne sont les maîtres qu'au moment des élections. Ce moment passé, leur pouvoir disparaît et les députés ont toute latitude de se comporter, pendant un certain nombre d'années, selon leur « conscience », à cette seule restriction près qu'ils savent pertinemment qu'un jour ils devront revenir devant le corps électoral. Mais ils comptent bien capter ses suffrages au moyen d'une campagne menée à grand fracas, dans un déversement continu de slogans et de formules démagogiques. Ainsi donc, les maîtres véritables, ceux qui décident, ne sont nullement les citoyens, mais les parlementaires. Et les électeurs n'ont même pas la possibilité de désigner quelqu'un de leur choix, car les candidats leur sont proposés par les partis politiques. En outre, à supposer qu'ils puissent choisir des candidats à leur convenance et les élire, ceux-ci ne formeraient jamais le gouvernement, puisque dans une démocratie parlementaire, il y a séparation de l'exécutif et du législatif. Le gouvernement réel, celui qui domine le peuple, est constitué par une bureaucratie de hauts fonctionnaires, et les résultats des joutes électorales risquent si peu de l'atteindre qu'elle jouit d'une indépendance quasi absolue. Voilà comment le pouvoir capitaliste peut subsister grâce au suffrage universel et à la démocratie. C'est pourquoi aussi, dans les pays où la majorité de la population appartient à la classe ouvrière, cette démocratie ne peut en aucun cas mener à une conquête du pouvoir politique. Pour la classe ouvrière, la démocratie parlementaire constitue une démocratie truquée, tandis que la représentation au moyen des conseils est la démocratie réelle : la gestion directe de leurs affaires par les travailleurs.

La démocratie parlementaire n'est autre que la forme politique par laquelle les grands groupes d'intérêts capitalistes pèsent sur le gouvernement. Les députés représentent certaines classes : les agriculteurs, les commerçants, les industriels, les ouvriers, mais ils ne représentent pas la volonté commune de leurs électeurs. En fait, les électeurs d'une circonscription n'ont aucune volonté commune ; ils forment une collection d'individus, capitalistes, travailleurs, boutiquiers, habitant par hasard le même quartier.

Les délégués aux conseils sont, quant à eux, élus par un groupe socialement homogène afin d'exprimer la volonté de tous. Qui plus est, les conseils ne sont pas composés simplement d'ouvriers ayant des intérêts de classe communs ; ils constituent un groupe naturel de personnes travaillant ensemble chaque jour au sein d'une usine ou d'une grande entreprise et se heurtant au même adversaire. Ces hommes ont à décider d'actions qu'ils devront ensuite mener au coude à coude fraternel, dans l'unité. Ils sont appelés à se prononcer non seulement sur les questions de grève et de combat, mais aussi sur les problèmes concernant l'organisation nouvelle de la production. La représentation au moyen de conseils n'est pas fondée sur le regroupement absurde de communes ou de quartiers limitrophes, elle repose sur le regroupement naturel des travailleurs dans le processus de production, seule base réelle de la vie sociale.

On ne doit pas confondre toutefois les conseils ouvriers avec le type de représentation dit corporatif, propre aux régimes fascistes. En ce dernier cas, il s'agit en effet d'un système de représentation par branches professionnelles (unissant patrons et ouvriers), censé constituer l'élément de base de la société. Cette forme renvoie au moyen âge, à ses corporations figées, à son ordre immuable, et se distingue par une tendance à interdire toute évolution aux groupes d'intérêts ; en ce sens, elle est pire encore que le système parlementaire classique dans lequel les groupes et les intérêts nouveaux, dont l'essor va de pair avec le développement du capitalisme, ne tardent pas à s'exprimer au Parlement et au gouvernement.

Avec les conseils ouvriers, on se trouve devant une forme de représentation toute différente, celle d'une classe révolutionnaire en lutte. Seuls les intérêts prolétariens y sont représentés, cette forme excluant la participation de délégués capitalistes. Contestant à la classe capitaliste tout droit à l'existence, elle vise à l'éliminer comme telle en la déposant des moyens de production. De plus, cette même organisation de conseils est l'instrument qui permet aux travailleurs d'assumer, au fur et à mesure que la révolution progresse, la fonction consistant à organiser la production. En d'autres termes, les conseils ouvriers sont les organes de la dictature du prolétariat. Celle-ci n'est nullement un système électoral savamment conçu dans le but de retirer artificiellement le droit de vote aux capitalistes et aux membres des classes moyennes. Il s'agit en l'occurrence de l'exercice du pouvoir par les organes naturels des travailleurs, l'appareil de production servant désormais de base à la société. Ces organes, qui réunissent les délégués ouvriers des diverses branches de la production, ne peuvent donc, par définition, accueillir les brigands et les exploiters qui n'effectuent aucun travail productif. Ainsi la dictature de la classe ouvrière correspond-elle exactement à la démocratie la plus parfaite, à la véritable démocratie prolétarienne excluant la classe des exploiters en voie de disparition.

5

Les partisans des formes anciennes d'organisation exaltent la démocratie comme la seule forme politique juste et conforme au droit, la dictature étant à leurs yeux une forme injuste. Pour le marxisme, il n'existe ni justice ni droit abstrait : les formes politiques, censées permettre aux hommes d'exprimer leurs convictions, sont le produit direct des structures économiques de la société. En outre, la théorie marxiste met également en lumière ce qui distingue fondamentalement la démocratie parlementaire de l'organisation de conseils. Sous les formes respectives de démocratie bourgeoise et de démocratie prolétarienne, elles reflètent en effet le caractère tout différent de ces deux classes et de leurs systèmes économiques.

La démocratie bourgeoise, la démocratie des classes moyennes, a pour base une société composée de petits producteurs indépendants. Ces derniers veulent un gouvernement qui soit dévoué à leurs intérêts communs : l'ordre et la sécurité publique : la protection du commerce ; un système de poids et mesures unifié – et de même pour la monnaie ; des services

habilités à dire le droit et à rendre la justice. Tout cela est nécessaire pour mettre chacun en mesure de gérer ses affaires comme il l'entend. L'attention se porte en premier lieu sur les affaires privées. Quant aux facteurs politiques, dont personne ne conteste la nécessité, ils demeurent secondaires : on s'en occupe, mais fort peu en définitive. L'élément essentiel à la vie sociale, la production, base de l'existence humaine, se trouve fragmenté en affaires privées, concernant les citoyens à titre individuel ; il est donc naturel que celles-ci prennent tout le temps de ceux-là, ou presque. Comme la politique ne sert qu'à régler des questions mineures, cette affaire collective de tous les citoyens est reléguée au second plan. On ne descend dans la rue que dans les phases de révolution bourgeoise. Mais en temps ordinaire la politique est abandonnée à un petit groupe de spécialistes, les politiciens de carrière, dont l'activité consiste précisément à s'occuper de ces conditions générales, politiques, des affaires propres aux classes moyennes.

Il en va de même pour les travailleurs, du moins tant qu'ils n'ont en vue que leurs intérêts immédiats. En régime capitaliste, ils effectuent de longues journées de travail : toute leur énergie étant pompée par le système d'exploitation, il leur reste ensuite bien peu de forces à consacrer aux activités mentales. Gagner sa vie, telle est pour les ouvriers la nécessité la plus impérieuse de l'existence. A leurs yeux, la politique, soit la volonté commune à tous de défendre la condition des salariés, a certes un intérêt, mais plutôt contingent. C'est pourquoi ils laissent, eux aussi, le soin de traiter ces questions à des spécialistes, les politiciens de parti ou les dirigeants des syndicats. Qu'ils votent en qualité de citoyens ou en celle de militants de la base, les ouvriers, de même que les autres catégories d'électeurs par rapport à leurs députés, peuvent sans doute donner quelques directives assez vagues à ceux qui les représentent, mais il s'agit là d'une influence très, très limitée, puisqu'ils se voient obligés de consacrer au travail le meilleur de leur attention.

En régime communiste, la démocratie prolétarienne a des bases économiques exactement contraires. Elle est fondée en effet sur une production non plus privée, mais collective. Aussi les affaires collectives, ce qu'il était convenu d'appeler la politique, perdant leur caractère accessoire, deviennent-elles pour chacun le but principal de la pensée et de l'action. Domaine réservé jusqu'alors à des spécialistes, la politique ne sert plus à sauvegarder tel ou tel facteur indispensable à la production, elle s'identifie désormais au processus même de la production. C'en est fini de la séparation des affaires privées d'avec les affaires collectives. Il n'est plus besoin d'un groupe ou d'une classe d'hommes de métier pour s'occuper des affaires de tous. Les producteurs, par l'intermédiaire de leurs délégués, qui leur permettent de concerter leur action, gèrent eux-mêmes leurs activités productives.

La différence entre ceux deux formes d'organisation ne vient pas du fait que l'une reposerait sur une base traditionnelle, idéologique, et l'autre, sur la base matérielle, productive, de la société. En effet, elles ont pour fondement, l'une comme l'autre, le système de production : l'une, un système déclinant, hérité du passé ; l'autre, un système en gestation, celui de l'avenir. Nous vivons de nos jours une période de transition : l'ère du grand capital et les débuts de la révolution prolétarienne. Le grand capital a d'ores et déjà extirpé en totalité l'ancien système de production : la classe nombreuse des producteurs indépendants a disparu. Pour l'essentiel, la production est l'œuvre collective de groupes très larges d'ouvriers, mais le pouvoir de gestion et la propriété restent aux mains d'un petit nombre de personnes privées. Les capitalistes maintiennent cette situation contradictoire au moyen d'éléments de force dont ils disposent, notamment le pouvoir d'Etat ; son contenu réel, c'est la mainmise des ouvriers sur les moyens de production. Le processus de la révolution, au cours duquel il y a alternance d'actions et de défaites, n'est autre que la mise en place de la dictature du prolétariat, soit un processus d'organisation exactement superposé au processus de dissolution du pouvoir d'Etat capitaliste. C'est ainsi que le système d'organisation du passé cède graduellement la place au système d'organisation de l'avenir.

Nous ne sommes encore qu'au tout début de cette révolution. Le siècle de combats révolutionnaires, qui se trouve derrière nous, ne peut même pas être considéré comme l'amorçage effectif du processus, mais seulement comme son préambule. Ces luttes ont permis d'accumuler des connaissances théoriques d'une valeur inestimable ; elles ont mis en question, à l'aide de concepts hardis, la prétention du capitalisme à représenter l'ultime espèce de système social ; elles ont permis aux ouvriers de se rendre compte qu'ils avaient la possibilité de mettre fin à leur misère. Mais ces combats ne sont jamais sortis des cadres du capitalisme ; il s'agissait d'actions décidées et dirigées par des chefs, et uniquement conçues pour remplacer de mauvais patrons par de meilleurs. Seules de brusques flambées de révolte, telles que des grèves politiques ou des grèves de masse déclenchées contre la volonté des politiciens, laissent de temps à autre entrevoir un avenir d'action de masse dirigées par les intéressés eux-mêmes. Toute grève sauvage, qui ne va pas chercher ses leaders et ses mots d'ordre au siège des partis et des syndicats, constitue à cet égard un symptôme non équivoque, en même temps, qu'un petit pas franchi dans cette direction. Tous les pouvoirs existant au sein du mouvement ouvrier, les partis socialistes et communistes, les syndicats, tous les dirigeants dont l'activité est liée à la démocratie bourgeoise héritée du passé, dénoncent ces actions de masse comme des rébellions anarchistes. Leur champ de vision ne pouvant dépasser le cadre de leurs vieilles organisations, ils sont incapables de déceler dans les actions spontanées des travailleurs les germes de formes supérieures d'organisation. Dans les pays fascistes, où la vieille démocratie bourgeoise a été anéantie, ces actions spontanées des masses constituent la seule forme de révolte possible désormais. Elles auront pour tendance, non de restaurer l'ancienne démocratie parlementaire, mais d'évoluer en direction de la démocratie prolétarienne, c'est-à-dire de la dictature de la classe ouvrière.